

TG n°12

✂ Il s'agit de la dissertation d'une élève de terminale qu'il faut remettre en ordre (Sujet Pondichéry 2013 avec modification du doc 3)

Le protectionnisme entraîne une augmentation des coûts

Le protectionnisme éducateur permet de développer les industries naissantes

Hausse des prix pour les consommateurs

Trop de protectionnisme peut empêcher les pays émergents de rattraper les pays développés

Le protectionnisme défensif dans les pays en développement permet de faire face à la concurrence (dans l'agriculture notamment)

Dans les pays riches, il permet de protéger les industries vieillissantes

Le protectionnisme ne permet pas d'avoir une bonne compétitivité

Le protectionnisme n'est pas toujours un bon recours

La hausse des coûts sur les entreprises

Des mesures protectionnistes peuvent être souhaitables pour un pays

Le protectionnisme défensif protège l'emploi

Le protectionnisme peut être favorable pour le développement durable

(1) La compétitivité aussi n'est pas favorisée par le protectionnisme. Elle correspond à la capacité des entreprises à garder ou à augmenter leurs parts de marché. Elle peut être prix, c'est-à-dire issue de la stratégie de rationalisation des entreprises, qui cherchent à baisser leur prix, mais aussi hors-prix, ce qui consiste en la différenciation d'un produit pour avoir un monopole. Grâce à l'ouverture sur l'international, les entreprises peuvent échanger des compétences et des technologies, bénéficier des avantages comparatifs des autres pays, ce qui leur permet d'être compétitives. Cependant, avec le protectionnisme, les entreprises doivent se recentrer sur ce qu'elles savent faire, ou alors doivent payer pour avoir accès à d'autres compétences. Cela affecte donc leur compétitivité prix et hors-prix.

(2) Nous allons nous demander s'il est toujours profitable à l'économie et aux acteurs d'un pays de mettre en place du protectionnisme. Nous verrons tout d'abord qu'il peut être souhaitable d'utiliser des mesures protectionnistes, puis nous montrerons que ce dernier n'est cependant pas toujours bénéfique.

(3) À une grande échelle, cela risque de créer du chômage ainsi que la disparition de certains secteurs d'activité. Pour éviter cette situation, les Etats peuvent mettre en place des mesures protectionnistes. Par exemple, en France, l'Etat a instauré des zones sur lesquelles les entreprises nationales bénéficient d'un allègement de taxes. Ainsi, cela leur permet de maintenir une activité dans le pays.

(4) De plus, les pays émergents peuvent aussi avoir des difficultés à faire face à la concurrence, particulièrement dans l'agriculture. En effet, dans ce secteur, les pays riches ont des moyens de subventionner les agriculteurs, ce qui leur permet d'avoir des coûts de production assez faibles. Les pays en développement, eux, ne peuvent pas toujours se le permettre. Ainsi, avec l'ouverture à l'international, les petits agriculteurs qui ont peu de moyens vont être confrontés à la concurrence des produits agricoles étrangers, venant de pays où les coûts de production sont plus faibles. La demande va donc se diriger vers ces produits.

(5) À partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, le monde a assisté à une augmentation presque exponentielle de l'internationalisation des échanges. En effet, cette période a annoncé la création d'organismes internationaux visant à réguler le commerce (premiers accords du GATT 1947) et les pays ont dès lors commencé à échanger de plus en plus de produits, puis leurs capitaux, leurs informations... Ce phénomène a entraîné un processus d'interdépendance croissante entre les Etats, accompagné de la création d'un vaste marché mondial, c'est la mondialisation.

(6) En outre, lorsque le protectionnisme est mis en place pour protéger une industrie, afin que celle-ci puisse développer et atteindre une taille suffisante pour faire face à la concurrence internationale, on parle de protectionnisme éducatif. En effet, lorsqu'une entreprise arrive sur un marché, elle est fragile et doit supporter, souvent, des coûts de lancement importants. Elle aura donc des difficultés à être compétitive, c'est-à-dire à gagner des parts de marché. Si cette entreprise semble être dans un secteur stratégique (autrement dit si elle peut potentiellement être source de revenus, ou si elle est particulièrement innovante) l'Etat peut mettre en place une politique commerciale stratégique.

(7) Tout d'abord, les entreprises agissent de manière rationnelle : elles vont chercher un moindre coût pour pouvoir réaliser le plus de profits possibles. Ainsi, face à la concurrence mondiale, les entreprises risquent de perdre des parts de marché. Pour pallier à cela, elles vont chercher à minimiser leurs coûts de production. Dans les pays riches, la main-d'œuvre est souvent un coût très élevé pour elles, elles risquent donc de délocaliser, c'est-à-dire qu'elles vont fermer une unité de production pour en ouvrir une par la suite dans un autre pays.

(8) On pourrait ici prendre l'exemple des fruits exotiques. Ces derniers étant produits loin de la France et n'étant pas des produits indispensables, instaurer une taxe sur leur importation permettrait de réduire leur consommation et donc les conséquences environnementales de leur transport.

(9) Cette politique consiste à aider un secteur d'activité stratégique, car il a de fortes économies d'échelle (plus la quantité produite est grande, plus le coût unitaire est faible), ou encore car les coûts d'entrée sur le marché sont trop importants. En mettant en place des subventions ou tout autre type d'aide protectionniste, l'Etat va donc aider l'entreprise puisque celle-ci aura des coûts de production moins élevés. Elle pourra par conséquent se développer et investir, acquérant ainsi plus de compétitivité.

(10) Ainsi, en 50 ans, les échanges ont été multipliés par 17, les taxes douanières ont elles diminuées de près de 80%. Cependant, dans ce contexte de libre-échange, les barrières à la circulation se sont fortement affaiblies, les Etats ont toujours la volonté de protéger leurs productions nationales de la concurrence venant de l'étranger. C'est ce que l'on appelle le protectionnisme. Ce dernier peut être tarifaire (avec la mise en place de taxes douanières) ou non tarifaire (avec des subventions, des réglementations ou encore des quotas).

(11) Enfin, le protectionnisme peut aussi favoriser le développement durable, ou du moins minimiser l'impact de la production sur l'environnement. Effectivement, lorsqu'un Etat met en place des taxes sur l'importation d'un produit, cela augmente le prix de ce dernier. Les consommateurs vont donc réagir, soit en se passant de la consommation de ce produit soit en achetant le même produit, mais fabriqué par un producteur national (qui lui n'aura pas subi de taxe). La demande du produit étranger diminuant, il y aura moins d'importations, ce qui entrainera donc une baisse du transport de ce produit, ayant pour conséquence une baisse des émissions de CO2.

(12) Les pays émergents peuvent cependant, à l'instar de l'Inde, mettre en place des taxes importantes sur l'importation de produits agricoles. En effet, d'après « La protection commerciale dans le monde » publié en 2012, 60,5% de la valeur des produits agricoles importés en Inde correspond à une taxe, c'est quatre fois plus important que pour l'Union Européenne (où les agriculteurs bénéficient de subventions). L'Inde est donc contrainte de taxer fortement ces produits ou elle risquerait de perdre ses agriculteurs. Ce problème a d'ailleurs été soulevé à l'occasion du Doha Round, mais n'a pour le moment pas été résolu.

(13) Effectivement, le pays est fortement doté en main-d'œuvre, et l'industrie du textile requiert beaucoup de main-d'œuvre. Cela lui permet d'être très productive dans ce secteur. L'entreprise française ne pourra pas bénéficier de l'avantage comparatif si la France met en place une taxe très élevée sur les importations de textile. En effet, alors qu'en 2007, un ouvrier chinois gagnait presque 40 fois moins qu'un ouvrier français (et coûtait donc beaucoup moins cher) d'après le Conseil d'analyse économique, la mise en place d'une taxe va faire fortement augmenter le coût de production ; produire en Chine sera donc moins rentable et les entreprises textiles françaises seraient pénalisées par rapport à leur concurrentes d'autres pays n'ayant pas recours à de telles barrières.

(14) Malgré tous les avantages des mesures protectionnistes, celui-ci n'est cependant pas toujours profitable à l'économie d'un pays.

(15) Prenons l'exemple de l'agriculture au Japon. D'après « La protection commerciale dans le monde », les taxes sur les importations représentaient 23,8% de la valeur des produits dans l'agriculture. Si cette taxe n'existait pas, les produits seraient donc moins chers.

(16) Comme nous l'avons montré dans la première partie, les entreprises cherchent toujours à minimiser leurs coûts de production afin de maximiser leurs gains. Lorsqu'un Etat va mettre en place un protectionnisme tarifaire par l'intermédiaire des taxes, cela va avoir pour conséquence d'augmenter les coûts de production des FMN ayant délocalisé afin de bénéficier de l'avantage comparatif d'un autre pays : exemple d'une entreprise textile française délocalisant sa production vers la Chine, où la main-d'œuvre peu chère permet d'avoir un avantage comparatif sur la production de textile.

(17) Sans cela, c'est-à-dire avec des mesures protectionnistes mises en place dans les pays du monde, on peut imaginer qu'un Etat comme la Chine, qui a basé son développement économique sur les exportations n'aurait pas connu la croissance que l'on a pu observer. Le protectionnisme l'aurait empêchée de se développer.

(18) De plus, le fait d'imposer une taxe sur les importations va faire augmenter le prix des produits pour les consommateurs. En effet, la taxe va faire augmenter le coût du produit pour l'entreprise, qui va probablement répercuter ce coût sur le prix de vente. (19) Le protectionnisme est donc susceptible de faire baisser le pouvoir d'achat des consommateurs.

(20) En outre le degré de DIPP est telle que le protectionnisme est de moins en moins praticable par les Etats puisque s'il freine l'entrée de produits étrangers il freine aussi la compétitivité des entreprises nationales qu'il empêche de profiter des avantages comparatifs plantaires. Les périodes de crise économique mondiale précédente ont toujours été des périodes de montée du protectionnisme et des représailles, en sera-t-il autrement aujourd'hui ?

(21) En outre, la concurrence internationale exerce un rôle stimulant, incitant les entreprises en concurrence à innover pour rester compétitives au niveau des prix et/ou de la qualité. Par exemple le fait que le marché de la téléphonie mobile soit mondial, incite le leader Apple à innover pour ne pas se faire dépasser par Samsung (et réciproquement). Samsung a réussi à baisser le prix de son Smartphone Galaxy pour concurrencer l'iPhone mais a aussi dû innover pour conquérir des parts de marché.

(22) Pour terminer, l'ouverture des échanges internationaux a permis à des pays de se développer. En effet, on constate d'après le document de l'OMC qu'entre 1950 et 2012, le commerce international a fortement augmenté. Par exemple, entre 1996 et 2000, le commerce international a augmenté en moyenne de plus de 8% par an. Dans le même temps, la production mondiale a elle aussi fortement augmenté, mais toujours moins que le commerce. Ces augmentations vont de paire avec la libéralisation des échanges prônée par le GATT puis l'OMC.

(23) Si par exemple, un Etat met en place des mesures protectionnistes ne permettant pas à une entreprise d'avoir accès facilement à des informations ou des compétences étrangères, elle ne pourra pas se développer et être compétitive.

(24) Pour conclure, le protectionnisme comporte autant d'avantages que d'inconvénients. Bien qu'il protège les productions nationales des pays de la concurrence, il ne leur est cependant pas toujours bénéfique. En effet, le protectionnisme permet certes de préserver l'emploi et l'environnement, il n'en reste pas moins un frein à la croissance. Il n'est donc pas bon pour une économie de l'utiliser dans tous les domaines et durablement. Le mieux pour cette dernière reste de le combiner avec le libre-échange, et de l'utiliser de façon ciblée et temporaire pour se créer des avantages comparatifs.

(25) C'est par exemple ce qu'ont fait plusieurs Etats européens afin d'aider Airbus à se développer. En effet, le secteur aéronautique a un fort potentiel de revenus, mais les coûts d'entrée sur le marché afin d'acquérir du capital technique sont très élevés. Pour concurrencer l'américain Boeing, les Etats européens ont donc financé en partie le développement de la compagnie. (ex. aussi du Japon dans les années 1960 avec le textile puis l'électronique et l'automobile afin de se créer des avantages comparatifs).